

**17 avril 2023**

Monsieur le Président,

Malgré une contestation sans égale sur la réforme des retraites, de multiples actions et des manifestations, depuis maintenant 3 mois, le gouvernement reste dans un enfermement « anti social ».

La décision du conseil constitutionnel ne changera en rien la détermination de la très grande majorité des Français hostiles à cette réforme injuste, brutale et inefficace.

Puisque nos parlementaires n'ont pu s'exprimer sur cette réforme par un vote, le Référendum d'Initiative Partagée reste la solution ultime démocratique pour que le peuple français puisse s'exprimer.

Le Président désire tourner la page rapidement, mais les Français et les Françaises non.

La crise sociale est plus grave que ce que veulent entendre nos dirigeants, et c'est avec une très grande inquiétude que les Organisations Syndicales, toujours unies et responsables alertent le gouvernement sur le malaise profond qui s'amplifie.

L'enjeu fiscal social et environnemental est plus que jamais au cœur de nos actions.

Nous ne pouvons que constater à ce 107<sup>e</sup> jour de notre mandat et des nouvelles instances, que nous ne disposons toujours pas de règlement intérieur.

Concernant ce Comité Social d'Administration Local ayant à l'ordre du jour la réorganisation du PAGBL, une Formation Spécialisée s'est tenue le 3 avril, et un Groupe de travail a eu lieu le 7 avril. Suite à ces derniers échanges nous interviendrons sur ces sujets au cours de la séance.